

- e) Assurer davantage **l'inclusion des femmes** chefs de ménage dans les activités sur les chaînes de valeur ;
- f) Eviter la multiplicité des intervenants de façon à **simplifier la coordination**, accroître l'efficacité et optimiser le rapport coût/efficacité des interventions ;
- g) Renforcer la **complémentarité / synergie** des interventions ;
- h) Renforcer la **participation et la contribution locales** pour limiter les comportements de dépendance ;
- i) Créer davantage de synergies et de **partenariats innovants avec des acteurs du secteur privé** notamment autour des chaînes de valeur émergentes (cactus, farines infantiles fortifiées à base d'insectes, petit élevage) ou sur d'autres domaines clef (semences, énergie off-grid).
- j) Renforcer la mise en place d'enquêtes rapides **pour mieux apprécier les effets des activités sur le terrain en s'appuyant sur la satisfaction des bénéficiaires, les mécanismes de redevabilité et le respect du principe du « do no harm »**. Les **études socio-anthropologique** méritent aussi d'être davantage développées dans un contexte profondément marqué par des normes, des valeurs et des coutumes traditionnelles qui impactent aussi l'adoption (ou la non-adoption) des bonnes pratiques, notamment pour les femmes et les enfants
- k) Assurer la mise en place de sessions de formation et de recyclage périodiques des employés sur le terrain sur les **principes de base d'une approche de développement communautaire**. La coexistence d'actions d'urgence et de développement nécessite parfois une clarté importante sur les principes méthodologiques qui sont à la base des actions d'urgence (sauver des vies) et de développement (accompagner les populations vers un changement durable).

On retiendra également des dynamiques et des référentiels techniques très adaptés au contexte du Grand Sud, qui pourront être consolidés et étendus :

- l) Le processus de recherche appliquée du Centre technique agro-écologique du Sud (CTAS - ONG malgache basée dans l'Androy), qui se concentre sur les résiliences via : a) la production et la diffusion de semences améliorées à travers une ferme semencière, un réseau de **Paysans multiplicateurs de semences (PMS)** et de boutiques d'intrants et un mécanisme de certification simplifiée « semences de qualité déclarée », b) la création et l'extension de modèles de **blocs agro-écologiques**, combinant protection antiérosive et restauration de la fertilité des sols par des associations de cultures et la mise en place de systèmes agroforestiers incluant notamment les légumineuses, c) l'amélioration de l'élevage de **petits ruminants** et de la volaille ;
- m) Les **Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC)** offrent non seulement une opportunité notamment aux femmes d'accéder à des services financiers (même si de montants limités) mais créent aussi une « porte d'entrée » naturelle pour véhiculer une série de messages et de notions importantes susceptibles de faciliter les changements de comportement (alphabétisation fonctionnelle, hygiène, santé maternelle, nutrition etc) ;
- n) Des actions de nutrition intégrées seront développées selon le modèle **CAEM**, pertinent et reproductible. Ce dernier promeut des actions fédérant les femmes (par exemple la fabrication de farines locales, le stockage de produits vivriers, les actions AGR, les associations villageoises d'épargne et de crédit, etc.) en agissant simultanément sur les causes de la malnutrition ;
- o) Renforcer tous les **mécanismes à base communautaire** (MMAV, PMS, animateurs des CEP-FEP, brigade phytosanitaire etc) qui peuvent apporter des services et un appui/conseil aux paysans ;
- p) Des **schémas d'aménagement intégrant l'agro-écologie et l'agroforesterie** ont été testés et confirmés en termes d'efficacité et d'appropriation par les producteurs, notamment dans la région Atsimo Atsinanana, et peuvent être répliqués. Il en est de même pour l'identification par le Silo national des graines forestières (SNGF) d'espèces d'arbres autochtones adaptées au reboisement et/ou à la restauration forestière ;
- q) Les **infrastructures de taille moyenne voire petite** telles que les aménagements hydroagricoles ou les unités de stockage, sont mieux à même d'assurer une appropriation, une gestion et un entretien durables par les usagers ;
- r) Des actions spécifiques comme la **pisciculture** marquent un succès car elles sont des réponses appropriées à la demande des zones enclavées et constituent des apports nutritionnels protéiniques ;
- s) L'efficacité des approches participatives et ascendantes démontrée par certaines ONG ;
- t) Il est nécessaire de pallier la faible attention accordée par les projets à la conservation des eaux et des sols, à la lutte contre le défrichement et à l'aménagement des bassins versants.